INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 8 février 2022**

* A l’exception notable de Londres, les Bourses européennes ont clôturé en légère hausse ce mardi. Ainsi, le CAC 40 a pris 0,27% à 7 028,41 points et l’EuroStoxx 50 a grappillé 0,16% à 4 127,11 points. A Wall Street, la tendance est plus favorable en fin d’après-midi : le Dow Jones et le Nasdaq Composite s’adjugent tous deux 0,84%.
* Les places financières du Vieux Continent ont signé une bonne première partie de séance, avant de fléchir progressivement. La hausse des rendements obligataires a pesé : +4 points de base pour le 10 ans américain et pour son homologue allemand (vers 17h50).
* Tous les regards des investisseurs sont tournés vers les chiffres de l'inflation de janvier qui doivent être publiés jeudi aux Etats-Unis. Un indicateur qui devrait leur permettre d'affiner leurs anticipations concernant le calendrier et le rythme de la normalisation de la politique monétaire de la Fed.
* Au chapitre des statistiques, le déficit de la balance commerciale française s'est creusé à 11,3 milliards d'euros en décembre 2021. Aux Etats-Unis, il a atteint 80,7 milliards de dollars sur ce même mois.
* Sans surprise, la Banque centrale polonaise a relevé son principal taux directeur de 50 points de base, à 2,75%. " Les analystes s'attendent (presque) unanimement à une hausse de 50 points de base, qui a été pré-annoncée par le président Adam Glapinski " écrivait Commerzbank ce matin avant l'annonce officielle. La Banque centrale est confrontée à une inflation élevée, qui devrait le rester. Elle avait atteint 8,6% en rythme annuel en décembre. Le zloty s'effrite de 0,05% à 0,21965 euro en fin d'après-midi.
* Les contrat à terme sur le nickel ont terminé hier soir sur une hausse de 1,8% à 23 398 dollars la tonne au London Metal Exchange. Cela représente une hausse de près de 13% depuis un mois, le fameux métal industriel ayant même dépassé les 24 000 dollars le 21 janvier. UBS explique que cette hausse, partagée par de nombreuses matières premières, trouve son origine dans les mesures de relance chinoises, l'inflation, ou encore de la suppression des expéditions de produits raffinés en provenance de Russie.

La banque suisse estime cependant que ces facteurs macroéconomiques s'estomperont dans les mois à venir et le relâchement de l'offre entraînera une baisse des prix des métaux de base. Pas du nickel en tout cas, puisque UBS estime que ses fondamentaux sont les plus solides parmi les principaux métaux de base et que les prix resteront à des niveaux élevés en 2022, sous la pression notamment d'une demande chinoise en véhicules électriques soutenue et d'une croissance de l'offre en Indonésie qui "aura du mal à suivre".

* Le déficit de la balance commerciale française est ressorti à 11,3 milliards d'euros en décembre 2021, après un déficit de 9,8 milliards d’euros en novembre 2021. Sur l’ensemble de l’année 2021, le déficit commercial atteint donc 84,7 milliards d’euros, contre 64,7 milliards en 2020. Il s’agit d’un record. Le recul du solde en valeur est principalement tiré par l’énergie et, dans une moindre mesure, par les produits manufacturés.
* La Commission européenne a présenté son paquet législatif sur les semi-conducteurs, qui prévoit plus de 43 milliards d'euros d'investissements publics et privés pour permettre à l'Union européenne de doubler sa part de marché actuelle, pour la porter à 20 % d'ici à 2030.

11 milliards d'euros seront ainsi mis à disposition pour renforcer la recherche, le développement et l'innovation existants, assurer le déploiement d'outils semi-conducteurs avancés, ainsi que de lignes pilotes pour le prototypage, l'essai et l'expérimentation de nouveaux dispositifs pour des applications innovantes en situation réelle, former le personnel et développer une compréhension approfondie de l'écosystème et de la chaîne de valeur des semi-conducteurs.

D'autres activités de financement, par l'intermédiaire d'un nouveau fonds "semi-conducteurs" de l'UE, soutiendront les fonds propres des start-up et des entreprises en expansion du secteur, pour une valeur globale prévue de 2 milliards d'euros.

Afin d'attirer des investissements, le règlement proposé définit deux types d'installations à considérer comme contribuant à la sécurité d'approvisionnement de l'Union. Il s'agit, d'une part, des "fonderies ouvertes de l'Union", installations qui assurent la conception et la fabrication de composants destinés principalement à d'autres acteurs industriels, et d'autre part, des "installations de production intégrées", qui sont des usines assurant la conception et la fabrication de composants destinés à leur propre marché.

**SOCIETES**

* Côté valeurs, Axa (+2,24%) a profité d'une note favorable de Morgan Stanley et de la nette hausse des renouvellements en Dommage et Responsabilité dévoilés par Scor (+1,89%).
* De son côté, BNP a avancé de 0,47%, la hausse des rendements obligataires compensant la mauvaise performance des activités de marché au quatrième trimestre.
* En revanche, les valeurs technologiques (-2,39% pour Worldline et -2,34% à Dassault Systèmes) et du luxe (-1,40% pour LVMH et –0,91% pour Kering) ont fini en queue de peloton.
* BNP Paribas (-1,34% à 64,81 euros) affiche l'une des plus fortes baisses de l'indice CAC 40, la performance des métiers de marché n'ayant pas été à la hauteur des attentes. Les coûts se sont également révélés plus élevés que prévu. La banque française a pourtant dévoilé un bénéfice net meilleur qu'escompté au quatrième trimestre grâce à un coût du risque plus faible qu'anticipé. Ces résultats s'accompagnent de la présentation des objectifs de son plan stratégique à horizon 2025, qui dépassent le consensus, selon les estimations préliminaires des analystes.

Au quatrième trimestre, le résultat net, part du groupe, a bondi de 44,9% à 2,3 milliards d'euros pour un produit net bancaire en progression de 3,7% à 11,23 milliards d'euros. Le marché ciblait respectivement 2,03 milliards d'euros et 11,37 milliards. Sur l'ensemble de 2021, le résultat net, part du groupe, a augmenté de 34,3% à 9,49 milliards d'euros.

BNP Paribas a bénéficié sur les trois derniers mois de 2021 d'un repli du coût du risque d'une ampleur plus importante qu'anticipé grâce à l'amélioration de la conjoncture. Il a chuté de 68,1% à 510 millions d'euros là où le marché anticipait 967 millions d'euros.

Cette bonne nouvelle a cependant été éclipsée par des coûts plus importants qu'escompté et la contreperformance des activités de marché. Ses frais de gestion ont ainsi augmenté de 4,9% à 7,93 milliards, progressant plus rapidement que ses revenus et dépassant de 4% le consensus. Dans un contexte financier où il est difficile pour les banques de générer de la croissance, les analystes sont d'autant plus attentifs à la bonne gestion des coûts.

* Avec un gain de 0,78% à 34,99 euros, Renault surperforme un CAC 40 hésitant (+0,12%). Le groupe au losange est soutenu par le nouveau relèvement de perspectives annuelles de Nissan (dont Renault détient environ 43%). Pour son exercice en cours, qui s'achèvera en mars 2022, le constructeur japonais vise désormais un bénéfice opérationnel de 210 milliards de yens (environ 1,6 milliard d’euros) et un bénéfice net de 205 milliards de yens (environ 1,55 milliard d’euros). Auparavant, il tablait sur un bénéfice opérationnel et un bénéfice net de 180 milliards de yens.

Nissan explique bénéficier de l'amélioration de la qualité des ventes, de l'optimisation des coûts et de la dépréciation continue du yen.

* Getlink a fait état mardi de son trafic Navettes pour le mois de janvier 2022. Le concessionnaire du tunnel sous la Manche indique que le Shuttle Freight a transporté 113 917 camions, soit une hausse de 38 % par rapport à janvier 2021, portée par le succès de l’application Eurotunnel Border Pass et un effet de base favorable lié aux perturbations résultant de l’entrée en vigueur des formalités administratives prévue par l’accord de commerce et de coopération entre l’Union européenne et le Royaume-Uni.

En parallèle, le Shuttle a transporté 66 875 véhicules de tourisme, en hausse de 44%. " Même si l'activité a pu bénéficier d'allègement de certaines restrictions de voyage par rapport 2021, elle demeure toujours impactée par la pandémie ", explique Getlink.

* EDF cède 1,53% à 8,254 euros, pénalisé par la nouvelle révision à la baisse de sa production nucléaire française pour 2022. Lundi soir dans un communiqué, l'électricien public a averti que, dans le cadre de son programme de contrôles sur le parc nucléaire, sa production nucléaire devrait ressortir cette année entre 295 et 315 térawatts-heure (TWh), contre 300 à 330 TWh jusque-là. L'estimation de production nucléaire pour 2023, actuellement de 340 à 370 TWh, sera ajustée dès que possible, a ajouté le groupe.

Ce dernier a précisé, après un court moment d’incertitude pour les marchés, que ces nouvelles prévisions intégraient déjà l'arrêt prochain de trois réacteurs supplémentaires : Chinon 3, Cattenom 3 et Bugey 4. A date, cinq sur 58 réacteurs sont déjà à l'arrêt.

Le 13 janvier dernier, EDF avait une première fois abaissé sa fourchette d'estimation de 330-360 TWh à 300-330 TWh en raison du prolongement de l'arrêt des cinq réacteurs sur lesquels des problèmes de corrosion ont été décelés.

* TF1 a publié ce mardi un communiqué pour contester la communication relative à la distribution de ses chaînes et services faite ce lundi par Molotov. La plateforme TV a en effet déclaré hier qu'à la suite de négociations avec le géant de l'audiovisuel, elle cesserait de diffuser les chaînes en clair du groupe TF1 gratuitement, pour les proposer uniquement dans ses offres payantes.

"Le Groupe TF1 tient à préciser que la décision de proposer ses chaînes et services en payant relève de la seule initiative de Molotov, ce dernier ayant adhéré unilatéralement à ses conditions de distribution", a déclaré aujourd'hui la filiale de Bouygues.

"Le Groupe TF1 reste toutefois disposé à négocier avec Molotov, comme il le fait avec l'ensemble des distributeurs", ajoute encore la Une.

**ANALYSES**

* Une croissance qui ralentit un peu plus qu'anticipé en début d'année mais rebondit plus vivement que prévu au printemps, et surtout une inflation nettement plus élevée qu'attendu. Dans le contexte mouvant de ce début d'année, l'Insee a revu ce mardi ses prévisions de décembre.

L'institut de statistiques a, en fait, réévalué l'impact de la diffusion du variant Omicron sur l'activité. Les effets de la vague Omicron seront « circonscrits dans le temps », estime-t-il. Ils seront plus marqués que prévu cet hiver mais s'estomperont au deuxième trimestre. De ce fait, l'Insee table désormais sur une hausse du PIB de 0,3 % au premier trimestre et de 0,6 % au cours des trois mois suivants contre une progression de 0,4% puis de 0,5% prévue à la fin de l'an dernier.

Ce nouveau scénario assurerait un acquis de croissance à fin juin 2022 de 3,2 %, plus élevé que dans la précédente estimation (3 %). Le PIB français se situerait alors 1,8 % au-dessus de son niveau d'avant-crise, un écart lui aussi revu à la hausse de 0,4 point. La fin de l'année 2021 a été « un peu meilleure que ce qui était anticipé », explique l'Insee, avec des situations contrastées selon les secteurs.

Sans surprise, le commerce de détail, la restauration et surtout l'hébergement souffrent du regain de la pandémie. En ce début d'année, la consommation des ménages marque d'ailleurs le pas selon l'institut qui s'attend néanmoins à des effets de rattrapage entre avril et juin.

La croissance française resterait donc solide en dépit d'une accélération de l'inflation. Ce mardi, l'Insee a également rehaussé ses prévisions sur l'évolution des prix. Selon ses nouvelles estimations, la hausse des prix à la consommation se maintiendrait entre 3 % et 3,5 % à horizon de la fin juin, alors que fin 2021, l'institut anticipait une stabilisation un peu au-dessus de 2,5 %. D'ores et déjà, en février, la hausse serait supérieure à 3 % (elle était de 2,9 % en janvier).

Face à la remontée des cours du pétrole provoquée par les tensions internationales, l'Insee a de fait modifié ses hypothèses de travail. Ses nouvelles projections sont établies sur la base d'un cours du Brent stabilisé à 90 dollars le baril, au lieu de 75 dollars.

En revanche, son analyse reste la même : la hausse des prix au cours des prochains mois résulterait toujours de deux mouvements contraires. D'un côté, l'inflation énergétique reculerait, les cours du Brent se figeant ; de l'autre, les prix des produits alimentaires et des biens manufacturés augmenteraient, le renchérissement inédit des coûts de production étant répercuté dans les prix de vente. Les produits alimentaires enregistreraient une progression des prix de 2,5 %, sur douze mois, en juin, selon l'Insee.

Pour les ménages, l'impact de l'inflation irait donc bien au-delà de la seule facture d'énergie. Alors que le thème du pouvoir d’achat est déjà au cœur de la campagne présidentielle, l'institut statistique a évalué l'impact du « bouclier tarifaire » mis en place par l'exécutif pour contenir l'envolée des factures de gaz et d'électricité des Français. Selon ses calculs, sans ces mesures, la prévision d'inflation au mois de février aurait été au moins 1 point supérieure, soit autour de 4,3 %. « D'ici à la fin 2022, j'espère que l'étau se desserrera, mais pour l'instant nous avons une inflation élevée », a reconnu ce mardi, sur France Inter, le ministre de l'Economie Bruno Le Maire.

Auditionné en fin de journée par la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale, le gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau, a cherché à rassurer : « Je garantis que nous, Banque centrale européenne et Banque de France, ferons ce qu'il faut pour que l'inflation revienne autour de 2% dans la durée, en zone euro et a fortiori en France» a-t-il affirmé. Selon lui, cela permettra de «conforter», dans l'Hexagone, les gains de pouvoir d'achat par habitant, estimés autour de 8% en cumulé sur la période 2015-2021.

**L’AGENDA DU 9 février 2022**

**8h00 en Allemagne**

Balance commerciale en décembre

**16h00 aux Etats-Unis**

Stocks des grossistes en décembre

**16h30 aux Etats-Unis**

Evolution hebdomadaire des stocks pétroliers